

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 Salindres

Références : -

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 Salindres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée est menée dans le cadre du contrôle inopiné "eau de surface - sortie PEP'S" 2025 conjointement avec la société extérieure missionnée, contrôle reprogrammé suite à la visite initiale sans prélèvement effectuée par cette même société extérieure le 16 décembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations

- Quartier Usine 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90% de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique.

Le site de Salindres dispose d'installations mettant en oeuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO. Il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures électriques, tablettes ousmartphones) , de la pharmacie et de la protection des cultures.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour laprotection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en oeuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié. Fin septembre 2024, Solvay France a annoncé sa décision de cesser les activités de production exercées par Rhodia Opérations sur le site de Salindres. En conséquence, depuis cette date, toutes les productions ont été arrêtées. La notification de mise à l'arrêt définitif des installations enapplication de l'artcile R.512-39-1 du code de l'environnement a été transmise au préfet du Gard endate du 11 mars 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Ouvrage épuration	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 4.6.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrage d'épuration	Arrêté Préfectoral du 30/03/2026, article 44	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée relève que le contrôle "eau de surface - sortie PEP'S" réalisé par l'organisme tiers missionné n'a pas été réalisé de manière inopinée. Il est également demandé à l'exploitant copie des justificatifs transmis en amont à la société extérieure missionnée pour cette opération, afin que le contrôle inopiné puisse être mené à bien. Les constats sont détaillés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrage épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 4.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : 4.3.6.1.1 Aménagement des points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur. 4.3.6.1.2 Section de mesure Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène
Constats : En sortie STEP, l'exploitant dispose d'un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure, aisément accessibles. La visite s'est déroulée dans le local abritant l'échantillonneur placé en sortie de la STEP PEP'S en présence d'un personnel GIE en charge des analyses et du technicien CARSO en charge du contrôle inopiné "eau de surface - sortie PEP'S" 2025 reprogrammé. L'exploitant présente ses équipements permettant le prélèvement continu proportionnel au débit sur une durée de 24 h ainsi que la conservation des échantillons à une température de 4°C. <u>1/ Suite "constat 4" de la visite d'inspection du 17/02/2026 :</u> Suite à la précédente visite du 17 février 2026, l'inspection a relevé que dans le cadre du contrôle inopiné "eau de surface" programmé en 2025 sur les paramètres réglementaires en sortie STEP PEP'S, la société CARSO s'est présentée sur site le 16 décembre 2025 mais qu'aucun contrôle n'a pu être effectué. L'inspection retient de cet épisode que la société extérieure n'a pas pu réaliser le prélèvement faute d'équipements adaptés au regard de la configuration de l'installation. Questionnée par l'inspection sur ce point dans son rapport du 6 mars 2026, la société Rhodia Opérations précise en retour dans son courrier du 26 mars que les documents de préparation transmis en amont par CARSO le 5 novembre 2025 avaient été correctement renseignés par Rhodia Opérations, notamment en ce qui concerne le matériel nécessaire à l'intervention. L'exploitant précise que le questionnaire renseigné a été transmis par Rhodia Opérations le 7 novembre 2025, mais sans en transmettre le justificatif à l'inspection. A date, l'inspection n'a toujours aucun justificatif sur cette impossibilité de réalisation du contrôle inopiné 2025. Dans ces conditions, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous une semaine copie de l'ensemble des éléments transmis en amont à la société Carso, tant lors de la contractualisation en début d'année que lors de l'échange de novembre 2025, permettant à la société extérieure de mener à bien ce contrôle, accompagnés des éléments explicatifs.

2/ Contrôle inopiné "eau de surface - sortie PEP'S" 2025 reprogrammé :

L'inspection a découvert que la présente visite inopinée du 20 mars 2026, prévue dans le cadre du contrôle inopiné 2025 reprogrammé, s'est finalement avérée ne pas être inopinée. En effet, la société extérieure et l'exploitant ont convenu de cette opération de prélèvement en justifiant deux objectifs : avoir la station PEP'S en fonctionnement et mettre à disposition de la société extérieure l'échantillon prélevé au sein du préleveur de l'exploitant.

Les échantillons ont été effectués dans ces conditions ce 20 mars 2026 pour analyse, à la fois par la société CARSO et par l'exploitant, sur le seul et même échantillon constitué sur site. L'échantillon fait suite au fonctionnement de la STEP du jeudi 19/03 8h au vendredi 20/03 1h du matin, représentant un volume de près de 100 litres au regard d'un volume total traité par la STEP de 126 m3 d'effluents. Au moment de la visite, la STEP n'était plus en fonctionnement, faute d'effluents à traiter.

L'inspection relève que les conditions de réalisation du contrôle ne sont pas inopinées d'une part, et ne correspondent pas la demande initiale de l'inspection en termes de prélèvement d'autre part. Les résultats d'analyse restent à date en attente de réception par l'inspection tant de la part de la société CARSO que de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous une semaine copie de l'ensemble des éléments transmis en amont à la société Carso, tant lors de la contractualisation en début d'année 2025 que lors de l'échange de novembre 2025, permettant à la société extérieure de mener à bien le contrôle inopiné "eau de surface - sortie PEP'S", accompagnés des éléments explicatifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Ouvrage d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2026, article 44

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Constats :

L'inspection relève que l'opérateur GIE présent en salle de contrôle dispose d'un cahier de suivi sur lequel peuvent être notés quotidiennement les principaux paramètres de l'installation PEP'S ainsi que les éventuelles actions réalisées sur l'unité et les éventuels incidents. Le cahier a été

consulté par l'inspection par sondage : aucun incident sur PEP'S n'est relevé sur ces derniers jours. Le prélèvement effectué ce jour au niveau de l'échantillonneur de l'exploitant en sortie PEP'S s'effectue ainsi dans les conditions normales de fonctionnement des installations de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite